

L'APRÈS AÏT-AHMED SEMBLE LABORIEUX

Crise larvée au FFS

Le lourd héritage du leader charismatique du FFS, Hocine Aït-Ahmed dont on commémore dans quelques semaines, le 1^{er} anniversaire du décès, semble peser lourdement sur le doyen des partis de l'opposition, en proie, depuis quelque temps, à une crise de succession qui ne dit pas son nom.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une crise que la perspective relativement proche des élections législatives du printemps 2017 attise davantage avec une bataille que l'on dit féroce autour des fameuses listes de candidatures. Certes, le mot d'ordre de participation n'a pas encore été entériné, mais l'option semble constituer une suite logique à celle adoptée en 2012 en vue, comme avancé, de «mettre du mouvement dans le statu quo».

Une résolution que seul le conseil national, la plus haute instance délibérante, peut prendre et dont la toute dernière session, extraordinaire celle-là, s'est tenue les 3 et 4 juin der-

nier et consacrée à la présentation de la composante de son équipe par le nouveau premier secrétaire national, Abdelmalek Bouchafa, nommé le 20 mai dernier lors d'une session ordinaire de la même instance. Soit un retard de deux mois par rapport à ce que stipulent les statuts du parti qui prévoient quatre sessions ordinaires du conseil national.

Et ce retard est sujet justement à moult interprétations toutes liées, cependant, à cette crise de «succes-sion» et de «positionnement» en vue des prochaines élections législatives.

Ce que conforte, par ailleurs, le «manque», voire «l'absence» de communication au sein de la présen-



Abdelmalek Bouchafa, premier secrétaire national du FFS.

te direction, que l'ancien premier secrétaire national et actuel membre du présidium, Ali Laskri, a reconnu, avant-hier dans les travées de l'Assemblée populaire nationale en

marge de la séance d'adoption du projet de la loi de finances pour l'année 2017. Ceci même si notre interlocuteur n'a pas voulu s'étaler sur cette crise qui couve, se contentant de soutenir que c'est «laborieux d'assumer l'héritage de Dda Lho».

Un héritage avec tous ses «corollaires» qui constituent la pomme de discorde entre les deux courants qui se livrent une bataille en sourdine et par procuration, via notamment le groupe parlementaire. Avec la «mise au frigo» de deux élus nationaux, un sénateur et un député, auxquels il est reproché des «dérives organiques graves» qui peuvent leur valoir jusqu'à l'exclusion purement et simplement des rangs du parti. Il est, en effet, reproché, au premier, Moussa Tamadartaza, d'avoir été en septembre dernier et à l'insu du parti, d'une délégation de la Chambre haute du Parlement conduite par son président, Abdelkader Bensalah, pour remettre une lettre du Président

de la République à son homologue français. Le même grief est retenu contre le député de Béjaïa, Rachid Chabati, qui a été de la délégation parlementaire qui a effectué une visite au siège de l'Otan, à Bruxelles, sans tenir au courant la direction du parti. Une manière «d'accentuer le vide» en écartant ceux à même de constituer ce «grain de sable» pour les partisans du maintien de l'instance présidentielle au nom de «l'irremplaçabilité» du leader charismatique, feu Hocine Aït-Ahmed, au moment où l'autre courant estime que la «transition» a suffisamment duré et qu'il est temps de revenir à l'ancienne architecture organique.

Cela dit, si elle venait à perdurer encore, cette crise risque de prolonger ses tentacules, si ce n'est déjà entamée, aux structures de base du parti avec le risque majeur d'une implosion.

M. K.

FLN

Les mouhafedh chez Ould Abbès dès aujourd'hui

Un mois presque jour pour jour après son accession à la tête du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès s'attaque à son second grand chantier : la situation organique au niveau de la base qui a considérablement ressenti l'impact des crises successives qui ont secoué le parti, ces dernières années.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une situation rendue d'autant plus alambiquée par le nouveau découpage opéré par Ammar Saâdani et qui a porté le nombre des mouhafa-

dahas à 118 au lieu des 48 «classiques».

A l'approche des élections, il est devenu nécessaire de mettre de l'ordre dans la maison FLN, surtout au niveau des mouhafadhas où la course aux candidatures fait déjà rage. D'où la décision du secrétaire général de consacrer plus d'une semaine pour recevoir l'ensemble des mouhafedhs : «Je vais recevoir six responsables des mouhafadhas par jour à partir de ce jeudi», nous déclarera-t-il en marge de la rencontre avec les femmes élues du parti au sein du Parlement, des Assemblées populaires de wilaya et de la commune de l'ensemble des wilaya du centre du pays, organisée, hier, à l'hôtel El-Aurassi, à Alger. «Nous avons des échéances électorales importantes qui nous

attendent en 2017. Nous avons ouvert les portes du parti à l'ensemble de nos frères militants qui étaient en dehors du parti ces dernières années. (...) Vous aussi, les femmes élues du parti, vous avez le droit de postuler à figurer sur les listes électorales et sachez que vous n'avez aucun tuteur pour cela», annoncera d'ailleurs Djamel Ould Abbès lors de la rencontre en question en direction des femmes élues et ce, en allusion à d'anciennes pratiques qui consistaient à se faire parrainer par un haut responsable du parti, parfois au prix fort, pour figurer sur des listes et en bonne position.

Il s'agit, bien sûr, de l'intrusion de l'argent en politique que Ould Abbès avait dénoncée début novembre dernier. «Votre seul tuteur, c'est le

président du parti, président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Moi, votre secrétaire général, je suis là pour vous dire que vous avez ma garantie pour que la transparence soit totale, que vos droits soient entièrement préservés et que nul n'a le droit de promettre quoi que ce soit pour les prochaines élections.»

Ce message est, en fait, un autre avertissement à ceux qui avaient déjà entamé ce genre de «promesses». Début novembre dernier, le nouveau patron du FLN avait même révélé être en possession de preuves accablantes et mettant en cause certains responsables au niveau du parti.

K. A.

L'INTERSYNDICALE NE DÉSARME PAS

Nouvelle grève de trois jours à partir de dimanche

Les trois jours de grève initiés par l'Intersyndicale ont pris fin hier. La faible mobilisation qu'a connue le mouvement cette semaine ne semble pas entamer la détermination des syndicats autonomes. Ils reviennent dimanche prochain pour un nouveau mouvement de protestation de trois jours accompagné d'un rassemblement national devant l'Assemblée populaire nationale.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'Intersyndicale a bouclé hier son troisième et dernier jour de grève pour cette semaine. Constat : les syndicats autonomes parlent d'une forte mobilisation de la base dans les différents secteurs autour de ce mouvement et de ses revendications. Ils parlent même d'un triomphe. Et les rassemblements régionaux ont connu un «véritable succès», selon leurs déclarations. L'appel à la grève a été largement suivi, affirme-t-on, dans les différentes wilayas du pays et ce, malgré les «intimidations et les menaces que subissent les travailleurs et les membres des syndicats».

L'appel incessant des syndicats au dialogue avec les pouvoirs publics n'a pas eu d'écho. Mais ces derniers

ne lâchent pas prise. La retraite anticipée et sans condition d'âge est «un acquis social» que les syndicats autonomes refusent de perdre. Ils font d'ailleurs de ce dossier «leur mission». «Nous devons sauver l'Algérie et les travailleurs, c'est notre mission en tant que syndicats autonomes et nous allons la mener quel que soit le prix à payer», affirment les syndicats qui appellent également les

étudiants à rejoindre leur mouvement car la question touche leur avenir.

Le bras de fer entre les syndicats autonomes et les pouvoirs publics se poursuit malgré le nict de ces derniers de reculer sur leur décision qui vise, selon eux, à maintenir l'équilibre de la Caisse nationale des retraites. L'Intersyndicale maintient aussi la pression pour faire avorter ce projet de loi. Elle appelle à une nouvelle

protestation de trois jours à partir de dimanche prochain. Cette action sera accompagnée d'un rassemblement national devant l'APN. Le jour où les parlementaires devront débattre du projet de loi sur la retraite. L'Intersyndicale dont le mouvement a connu un déclin cette semaine réussira-t-elle à remobiliser une nouvelle fois ses troupes ce dimanche ? Les syndicats autonomes n'en doutent

pas et appellent d'autres secteurs à rejoindre leur démarche. Pour le moment, seuls les secteurs de l'éducation, la santé, la formation professionnelle, celui de l'énergie et du gaz et l'administration dans les collectivités locales et l'enseignement supérieur, regroupant douze syndicats, qui défendent le maintien de la retraite anticipée.

S. A.

AFFAIRE DES CADRES DU GROUPE CNAN

Report du procès en appel

Programmé pour ce mercredi 23 novembre, le procès en appel de l'affaire Cnan n'a pas eu lieu. Il a été reporté au 7 décembre prochain. La décision de report a été prise par le président d'audience suite à la demande de la défense qui a jugé «important de faire appel à des témoins jusque-là jamais entendus par la justice».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ce procès en appel, faut-il le rappeler, intervient un peu plus d'un mois après celui qui a eu lieu en première instance. En effet, le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed avait rendu son verdict dans ladite affaire en date du 21 octobre dernier en prononçant des peines de cinq ans de prison ferme à un an avec sursis contre les 21 mis en cause.

L'ex-P-dg du groupe Cnan a écopé de cinq ans de prison ferme,

alors que son prédécesseur a été condamné à deux ans de prison.

Des acquittements ont été également prononcés par la même instance judiciaire, soit huit au total, alors que l'homme d'affaires égyptien, qui a conclu la transaction avec le groupe Cnan, après sa validation par le Conseil de participation de l'Etat (CPE), a été condamné à six ans de prison ferme par contumace.

Un mandat d'arrêt international a été également prononcé à son

encontre par le juge en charge de l'affaire. Les peines prononcées par le président du tribunal correctionnel ont jeté l'émoi parmi l'assistance, notamment chez les concernés et leurs proches, comme elles ont soulevé des interrogations chez la défense.

Pour cette dernière, «durant tout le procès, aucune pièce prouvant la culpabilité des mis en cause n'a été versée par l'accusation, d'où notre étonnement de voir la justice prononcer un verdict de cette ampleur».

La majorité des inculpés, notamment ceux condamnés à des peines jugées très lourdes, ont décidé d'interjeter appel auprès de la cour. Ainsi, conformément au code de procédure pénale, l'affaire Cnan est appelée à être rejugée en appel au

niveau de la cour d'Alger avant la fin de l'année en cours. Il est à rappeler que le procureur de la République avait requis à l'encontre des prévenus des peines de prison de huit à dix ans.

Mais contrairement au dernier procès, le procureur de la République ne s'est pas trop étalé dans son intervention, se limitant seulement à la demande des peines.

Notons que ce énième procès s'est tenu en l'absence des avocats de l'ex-P-dg du groupe Cnan. En effet, les avocats de l'ex-P-dg de la Cnan, qui se sont déconstitués au lendemain de la dernière audience, avaient dénoncé «la détention provisoire de leur client qui dure depuis quatre ans et demi».

A. B.